

Rapport annuel du Conseil d'administration

à l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires du 15 mai 2001 relative aux comptes annuels clôturés le 31 décembre 2000.

Chers actionnaires,

Conformément aux articles 95 et 96 du Code des sociétés, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur les activités et la gestion de notre société au cours de l'exercice écoulé, clôturé au 31 décembre 2000.

COMMENTAIRE SUR LES COMPTES ANNUELS

Ce commentaire se base sur le bilan après l'affectation du résultat et est par conséquent subordonné à l'approbation de l'affectation proposée du résultat par l'Assemblée Générale.

Le projet de comptes annuels a été établi conformément à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, ainsi qu'à ses arrêtés d'exécution et conformément aux dispositions légales et administratives applicables aux entreprises.

Par rapport à l'exercice précédent, les règles comptables de continuité ont été modifiées au niveau du chiffre d'affaires. Désormais, nous entendons par chiffre d'affaires le chiffre d'affaires net, soit le chiffre d'affaires facturé moins les commissions et bonus accordés aux centrales d'achat, aux agences de publicité et aux distributeurs des publications en vente libre et ce, en par analogie aux autres sociétés médiatiques. Les données relatives au chiffre d'affaires de 1999 ont également été adaptées.

Suite à l'apport des activités d'im-

primerie dans la SA Roularta Printing et la vente des activités prémédia à la SA Newsco, la structure du bilan de la SA Roularta Media Group est modifiée en de nombreux points. L'intégralité de l'activité de l'entreprise – comprenant e.a. les terrains et bâtiments, les machines et les équipements, le stock de matières premières et le personnel – a été transférée à la SA Roularta Printing. Le chiffre d'affaires intégral relatif aux activités d'imprimerie est logé désormais dans la SA Roularta Printing.

Les métiers de base de la SA Roularta Media Group se situent dans trois domaines:

- les médias imprimés
- les médias audiovisuels
- les nouveaux médias

Le bilan et le compte de résultats et leurs différentes annexes vous donnent une vue d'ensemble des activités de notre société et des résultats réalisés.

D'importants investissements ont été effectués au cours de l'exercice. Les investissements en immobilisations incorporelles concernent l'achat de logiciels et l'achat de titres comme Het Wekelijks Nieuws, Publipers Tienen, Groot Weekblad. Les principaux investissements en immobilisations corporelles portent sur la construction d'un immeuble administratif et les travaux de rénovation du Brussels Media Centre. De plus, d'importants investissements ont été consentis au bénéfice de Easy.be pour l'élaboration d'un site-portal et l'achat de serveurs.

L'investissement en immobilisations financières concerne principalement l'acquisition de participations dans la SA Mercator Printing Group, la SA Mass Transit Media, ainsi qu'une participation plus importante dans la SA Vogue Trading Video. L'apport de notre participation dans la SA Roularta Printing à la SA Mercator Printing Group à sa valeur réelle a généré une plus-value de 1.207.548.548 BEF.

Les créances commerciales ont progressé de 1,60% et reflètent plus ou moins l'augmentation de 0,95% du chiffre d'affaires. Compte tenu de la scission des activités d'imprimerie, l'intégralité du chiffre d'affaires des activités d'imprimerie est transféré à la SA Roularta Printing.

Dans le cadre du plan d'options accordé à une cinquantaine de cadres, nous avons investi dans le rachat d'actions propres, lesquelles nous attribuerons aux cadres concernés au terme d'une période de 10 ans. Les actions propres ont été évaluées au cours affiché par l'action le 31.12.2000. Il s'en est suivi une moins-value de 32.575.004 BEF par rapport au prix d'achat. Pour couvrir l'achat des actions propres, une réserve indisponible de 312.828.865 BEF a été constituée.

Les dettes commerciales affichent un net recul en fin d'exercice. Les dettes portant sur les rémunérations et les charges sociales ont sensiblement diminué, étant donné qu'au 1er janvier 2000, nombre de membres du personnel sont passés aux SA Newsco et Roularta Printing.

Les bilans du dernier exercice clôturé et de l'exercice précédent sont synthétisés ci-dessous:

BILAN APRÈS AFFECTATION DU RÉSULTAT				
Actifs	31/12/00	%	31/12/99	%
Immobilisations	8.411.027		7.234.535	
Sous-total	8.411.027	66,83	7.234.535	64,17
Autres actifs circulants	4.173.915	33,17	4.040.091	35,83
Total de l'actif	12.584.942	100	11.274.626	100
Passif	31/12/00	%	31/12/99	%
Capitaux propres	6.943.991	55,18	5.489.374	48,69
Provisions et impôts reportés > 1 an	85.965	0,68	80.650	0,71
Dettes > 1 an	1.728.503	13,73	1.488.966	13,21
Capitaux propres	8.758.459	69,59	7.058.990	62,61
Provisions et impôts reportés < 1 an				
Dettes < 1 an	3.814.577	30,31	4.209.909	37,34
Comptes de régularisation	11.906	0,10	5.727	0,05
Total du passif	12.584.942	100	11.274.626	100

Les données précédentes permettent de déduire les ratios suivants:

1. Liquidité
(Actifs circulants/Dettes à court terme)
1,09 (31.12.2000) 0,96 (31.12.1999)
2. Solvabilité (Fonds propres/Actif total)
55,18 (31.12.2000) 48,69 (31.12.1999)

COMPTE DE RÉSULTATS

Les produits d'exploitation n'ont augmenté que de 0,121 million BEF, soit 0,95%. Cette hausse modeste s'explique par le transfert du chiffre d'affaires imprimerie sur l'exercice 2000 à la SA Roularta Printing.

Les achats ont augmenté de 1.148,76 millions BEF, soit 22,95%. Cette hausse résulte de la constitution de Roularta Printing qui facture les coûts d'impression à la SA RMG. En 2000, aucune modification significative des prix des matières premières n'a été en-

registrée. Face à cela, on a constaté une baisse des frais de personnel et des charges liés aux services et biens divers.

En 2000, un coût exceptionnel important a été pris en charge par l'amortissement intégral d'un logiciel qui n'était pas fonctionnel au sein de notre activité. Une plus-value importante a été réalisée sur la vente de deux biens immobiliers dans la région bruxelloise et sur l'apport de la participation dans Roularta Printing à la SA Mercator Printing Group.

Les données principales du compte de résultats des deux derniers exercices sont synthétisées ci-dessous.

COMPTE DE RÉSULTATS	en milliers de BEF	31/12/00	31/12/99
Chiffre d'affaires		+11.305.959	+12.128.866
Approvisionnements et marchandises		-7.761.145	-6.312.384
Frais de personnel		-1.037.121	-1.854.872
Amortissements		-277.320	-644.915
Résultat d'exploitation		+718.447	+710.484
Résultat financier		+3.841	+29.406
Résultat exceptionnel		+1.251.171	-139.866
Prélèvement—transfert des impôts différés		-6.176	+10.946
Impôts		-297.087	-234.420
Résultat de l'exercice		+1.670.196	+376.550
Prélèvement – transfert des réserves immunisées		-11.755	+3.387
Bénéfice à affecter		+1.658.441	+379.937

AFFECTATION DU RÉSULTAT

Nous vous proposons d'affecter le résultat comme suit:

A. Bénéfice à affecter			+1.728.684.515
Composé	- du bénéfice de l'exercice à affecter	+1.658.440.521	
	- du bénéfice reporté de l'exercice précédent	+70.243.994	
C. Affectation aux capitaux propres			-1.473.370.583
Composé	- de l'affectation à la réserve légale	-373.349.890	
	- de l'affectation aux autres réserves	-1.100.020.693	
D. Bénéfice à reporter			-63.093.252
F. Bénéfice à distribuer			-192.220.680
Composé	- de la rémunération du capital	-192.220.680	

La rémunération du capital se compose comme suit:

Type d'actions	Total brut	P.M. retenu	Total net	Nombre d'action	Net/action
Actions ordinaires	165.554.000	41.388.500	124.165.500	8.277.700	15
Actions ordinaires avec Strip VVPR	26.666.680	4.000.002	22.666.678	1.333.334	17

Nous vous proposons de mettre les dividendes en paiement à partir du 25 mai 2001 contre remise du coupon n° 3 et, le cas échéant, du strip VVPR n° 3 aux guichets de la BBL, de la Banque Degroof et de KBC Banque.

INTÉRÊT OPPOSÉ DE NATURE PATRIMONIALE D'UN ADMINISTRATEUR

Dans le courant de l'exercice, aucun intérêt opposé de nature patrimoniale d'un administrateur n'a été constaté.

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Depuis la clôture de l'exercice au 31.12.2000, aucun événement susceptible d'exercer un impact sensible sur les résultats et la position financière de l'entreprise n'a été constaté.

INFORMATIONS RELATIVES AUX CIRCONSTANCES QUI POURRAIENT INFLUENCER DE FAÇON NOTABLE L'ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

Nous ne prévoyons pas de circonstances dignes d'être mentionnées, qui pourraient influencer de façon notable l'évolution de la société.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Le site-portal Easy.be a été développé et lancé fin 2000 en collaboration avec Easy Solutions.

AUGMENTATION DE CAPITAL ET ÉMISSION D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES ET DE WARRANTS DÉCIDÉES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DANS LE COURANT DE L'EXERCICE.

Au cours de l'exercice, il n'a été procédé à aucune augmentation de capital, ni aucune émission d'obligations convertibles ou de warrants conformément aux art. 581 et 583 du Code des sociétés.

SUCCURSALES

La société n'a pas de succursales.

ACTIONS PROPRES

Au cours de l'exercice 2000, le Conseil d'administration a acquis 119.305 actions. A cet effet, l'Assemblée Générale du 16 mai 2000 a mandaté le Conseil d'administration.

Ces actions ont été acquises pour une valeur d'acquisition totale de 321.823.385 BEF. La valeur de fractionnaire de 119.305 actions est de 55.609.163 BEF.

Les actions propres ont été reprises dans les Actifs, sous la rubrique 'Placements de trésorerie', au cours valable au 31 décembre 2000, pour un montant total de 289.246.381 BEF. En conséquence de cette appréciation, une dépréciation de 32.577.004 BEF a été inscrite.

Le droit de dividende, lié aux actions propres a été suspendu. Cela implique que le bénéfice qui devrait être versé, sera diminué, tenant compte du dividende sur actions propres, et que ces montants seront consignés jusqu'à la vente des actions.

ACTIONS DÉTENUES PAR UNE SOCIÉTÉ FILIALE

Les filiales de la société ne détiennent pas d'actions de la SA Roularta Media Group.

ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES DU COMMISSAIRE

Au cours de l'exercice, des honoraires de 110.000 BEF ont été mis en compte par le commissaire ou des personnes avec lesquelles il a conclu un contrat de travail: 50.000 BEF pour des activités d'audit supplémentaires et 60.000 BEF pour des conseils. Aucune activité complémentaire n'a été exercée par des personnes avec lesquelles le commissaire se trouve, sous l'angle professionnel, dans des liens de collaboration.

DÉVELOPPEMENTS PRÉVUS

Le Conseil d'administration prévoit la

poursuite du développement des activités, e.a. par les initiatives suivantes: lancement d'Easy.be, de Lenz, de Grande.

DÉCHARGE

Nous prions l'assemblée Générale de bien vouloir approuver les comptes annuels qui lui sont présentés, accepter l'affectation des résultats proposée et donner décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur de l'entreprise relativement à l'exercice de leur mandat.

Établi à Roulers le 16 mars 2001

Le Conseil d'administration

Comptes annuels Roularta Media Group nv

1. Bilan statutaire après répartition

ACTIF (en milliers de francs)	BEF 2000	BEF 1999	€ 2000	€ 1999
Actifs immobilisés	8.411.027	7.234.535	208.503,91	179.339,44
I. Frais d'établissement	41.175	61.762	1.020,70	1.531,04
II. Immobilisations incorporelles	347.781	189.199	8.621,27	4.690,12
III. Immobilisations corporelles	751.453	1.439.373	18.628,03	35.681,13
A. Terrains et constructions	577.168	776.722	14.307,62	19.254,44
B. Installations, machines et outillage	60.010	391.253	1.487,61	9.698,91
C. Mobilier et matériel roulant	97.824	109.131	2.424,99	2.705,29
D. Location - financement et droits similaires	0	155.552	0,00	3.856,03
E. Autres immobilisations corporelles	4.142	6.144	102,68	152,31
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	12.309	571	305,13	14,15
IV. Immobilisations financières	7.270.618	5.544.201	180.233,91	137.437,15
A. Entreprises liées	5.584.027	5.364.057	138.424,42	132.971,50
1. Participations	5.232.740	4.640.313	129.716,24	115.030,35
2. Créances	351.287	723.744	8.708,18	17.941,15
B. Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	1.647.211	145.874	40.833,29	3.616,12
1. Participations	1.614.762	23.707	40.028,90	587,68
2. Créances	32.449	122.167	804,39	3.028,44
C. Autres immobilisations financières	39.380	34.270	976,20	849,53
1. Actions et parts	28.823	23.821	714,50	590,51
2. Créances et cautionnements en numéraire	10.557	10.449	261,70	259,02
Actifs circulants	4.173.915	4.040.091	103.468,65	100.151,25
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	0	183.552	0,00	4.550,14
A. Stocks	0	183.552	0,00	4.550,14
1. Approvisionnements		155.572		3.856,53
2. En-cours de fabrication		25.016		620,13
6. Acomptes versés		2.964		73,48
VII. Créances à un an au plus	3.452.066	3.513.379	85.574,48	87.094,39
A. Créances commerciales	3.307.047	3.255.104	81.979,55	80.691,92
B. Autres créances	145.019	258.275	3.594,93	6.402,47
VIII. Placements de trésorerie	293.746	0	7.281,78	0,00
A. Actions propres	289.246		7.170,22	0,00
B. Autres placements	4.500	0	111,56	0,00
IX. Valeurs disponibles	388.859	312.267	9.639,56	7.740,90
X. Comptes de régularisation	39.244	30.893	972,83	765,82
Total de l'actif	12.584.942	11.274.626	311.972,56	279.490,69

PASSIF (en milliers de francs)	BEF 2000	BEF 1999	€ 2000	€ 1999
Capitaux propres	6.943.991	5.489.374	172.137,04	136.078,03
I. Capital	4.479.792	4.479.792	111.051,14	111.051,14
A. Capital souscrit	4.479.792	4.479.792	111.051,14	111.051,14
II. Primes d'émission	12.597	13.208	312,25	327,42
IV. Réserves	2.383.799	898.672	59092,84	22.277,50
A. Réserve légale	447.974	74.625	11.104,99	1.849,91
B. Réserves indisponibles	312.829		7.754,83	0,00
C. Réserves immunisées	71.321	59.565	1.768,00	1.476,58
D. Réserves disponibles	1.551.675	764.482	38.465,02	18.951,01
V. Bénéfice reporté	63.093	70.244	1.564,03	1.741,30
VI. Subsidés en capital	4.710	27.458	116,76	680,67
Provisions et impôts différés	85.965	80.650	2.131,02	1.999,27
VII. A. Provisions pour risques et charges	67.601	54.906	1.675,79	1.361,09
1. Pensions et obligations similaires	15.331	16.100	380,05	399,11
4. Autres risques et charges	52.270	38.806	1.295,74	961,98
B. Impôts différés	18.364	25.744	455,23	638,18
Dettes	5.554.986	5.704.602	137.704,50	141.413,39
VIII. Dettes à plus d'un an	1.728.503	1.488.966	42.848,47	36.910,50
A. Dettes financières	1.719.003	1.479.466	42.612,97	36.675,00
3. Dettes de location-financement et assimilées		26.657		660,81
4. Établissements de crédit	250.000	41.000	6.197,34	1.016,36
5. Autres emprunts	1.469.003	1.411.809	36.415,63	34.997,83
D. Autres dettes	9.500	9.500	235,50	235,50
IX. Dettes à un an au plus	3.814.577	4.209.909	94.560,89	104.360,92
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42.089	235.271	1.043,36	5.832,22
C. Dettes commerciales	2.783.433	2.922.768	68.999,50	72.453,52
1. Fournisseurs	2.711.609	2.818.311	67.219,03	69.864,10
2. Effets à payer	71.824	104.457	1.780,47	2.589,42
D. Acomptes reçus sur commandes	404.634	377.788	10.030,61	9.365,12
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	300.159	479.968	7.440,75	11.898,10
1. Impôts	83.155	131.084	2.061,36	3.249,49
2. Rémunérations et charges sociales	217.004	348.884	5.379,39	8.648,61
F. Autres dettes	284.262	194.114	7.046,67	4.811,96
X. Comptes de régularisation	11.906	5.727	295,14	141,97
Total du passif	12.584.942	11.274.626	311.972,56	279.490,69

2. Compte des résultats statutaires

en milliers de francs	BEF 2000	BEF 1999	€ 2000	€ 1999
I. Ventes et prestations	11.937.865	11.873.028	295.931,94	294.324,68
A. Chiffre d'affaires	11.305.959	11.329.745	280.267,40	280.857,04
B. Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution		-16.424	0,00	-407,14
D. Autres produits d'exploitation	631.906	559.707	15.664,54	13.874,77
II. Coût des ventes et des prestations	-11.219.418	-11.162.544	-278.122,12	-276.712,24
A. Approvisionnements et marchandises	7.761.145	6.312.384	192.393,76	156.479,91
1. Achats	7.761.141	6.288.402	192.393,66	155.885,41
2. Variation des stocks	4	23.982	0,10	594,50
B. Services et biens divers	2.086.338	2.314.020	51.718,97	57.363,06
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	1.037.121	1.854.872	25.709,56	45.981,08
D. Amortissements et réd. de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	277.320	644.915	6.874,58	15.987,03
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	-7.768	-3.491	-192,56	-86,54
F. Provisions pour risques et charges	9.295	-28.254	230,42	-700,40
G. Autres charges d'exploitation	55.967	68.098	1.387,39	1.688,11
III. Bénéfice d'exploitation	718.447	710.484	17.809,82	17.612,44
IV. Produits financiers	147.436	131.630	3.654,84	3.263,02
A. Produits des immobilisations financières	133.557	61.907	3.310,79	1.534,63
B. Produits des actifs circulants	9.863	10.523	244,50	260,86
C. Autres produits financiers	4.016	59.200	99,55	1.467,53
V. Charges financières	-143.595	-102.224	-3.559,63	-2.534,07
A. Charges des dettes	77.814	73.675	1.928,96	1.826,36
B. Réd. de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés	32.577	675	807,56	16,73
C. Autres charges financières	33.204	27.874	823,11	690,98
VI. Bénéfice courant avant impôts	722.288	739.890	17.905,03	18.341,39
VII. Produits exceptionnels	1.336.284	162.320	33.125,62	4.023,81
A. Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	390	1.473	9,67	36,51
B. Reprises de réd. de valeur sur immobilisations financières	35.057	139.385	869,04	3.455,26
D. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	1.299.232	18.312	32.207,12	453,94
E. Autres produits exceptionnels	1.605	3.150	39,79	78,09
VIII. Charges exceptionnelles	-85.113	-302.186	-2.109,89	-7.491,00
A. Amortissements et réd. de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immob. incorporelles et corporelles	14.603	362,00	0,00	
B. Réductions de valeur sur immobilisations financières	61.150	120.427	1.515,87	2.985,31
C. Provisions pour risques et charges exceptionnelles	3.400		84,28	
D. Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés	4.412	116.944	109,37	2.898,97
E. Autres charges exceptionnelles	1.548	64.815	38,37	1.606,72
IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts	1.973.459	600.024	48.920,76	14.874,21

IX. Bis	-6.176	10.946	-153,10	271,34
A. Prélèvements sur les impôts différés	7.574	10.946	187,75	271,34
B. Transfert aux impôts différés	-13.750		-340,85	
X. Impôts sur le résultat	-297.087	-234.420	-7.364,59	-5.811,12
A. Impôts	-297.087	-248.786	-7.364,59	-6.167,24
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	0	14.366	0,00	356,1
XI. Bénéfice de l'exercice	1.670.196	376.550	41.403,07	9.334,43
XII. Prélèvements sur les réserves immunisées	-11.755	3.387	-291,40	83,96
A. Prélèvements sur les réserves immunisées	8.724	3.387	216,26	83,96
B. Transfert aux réserves immunisées	-20.479		-507,66	
XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter	1.658.441	379.937	41.111,67	9.418,39

3. Résumé des règles d'évaluation

Frais d'établissement

Les frais d'établissement sont évalués à la valeur d'acquisition et sont amortis à 100%. Dans le cas où ces frais d'établissement comprennent des montants importants, ils sont amortis linéairement sur une période de 5 ans.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les titres acquis de tiers ou les titres obtenus par une mise de fonds. Elles sont amorties sur leur durée de vie économique estimée. La durée de vie de la plupart des titres atteint 10 à 12 ans: ils sont amortis linéairement à 10% et 8,33%. De manière exceptionnelle, il arrive qu'un titre soit amorti linéairement à 25%.

Les logiciels sont amortis linéairement à 20%.

Les frais d'étude et de développement sont immédiatement imputés sur le compte de résultats. Le Conseil d'administration peut décider l'activation de montants importants.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont estimées à la valeur d'acquisition, dont on déduit les amortissements et les diminutions de valeur appliqués. Les frais supplémentaires comme ceux de mise en service et de transport sont imputés au résultat. La TVA non déductible sur les voitures est activée.

Les immobilisations corporelles sont amorties suivant les pourcentages d'amortissement suivants:

	Linéaire		Dégressif	
	min.	max.	min.	max.
Terrains		0%		
Constructions	2%	10%	4%	20%
Parkings			10%	25%
Diverses installations	5%	20%	10%	40%
Gros entretien	10%	50%	25%	25%
Machines	20%	33,33%	20%	20%
Matériel de bureau	25%	33,33%	20%	40%
Matériel roulant	20%	33,33%		
Immobilisations en cours	0%			

Le matériel et les machines d'occasion sont amortis linéairement à 50%.

Les œuvres d'art qui ne subissent pas de diminution de valeur ne sont pas amorties.

Immobilisations financières

Les participations et actions sont évaluées à la valeur d'acquisition. Des réductions de valeur sur immobilisations financières sont appliquées en cas de dévalorisation durable.

Les créances sur des entreprises liées sont reprises sous les immobilisations financières si le Conseil d'Administration a l'intention de supporter le créancier de manière durable. Ces créances sont reprises à leur valeur nominale.

Créances

Les créances sont estimées sur base de leur valeur nominale.

Les dépréciations sont appliquées proportionnellement soit aux pertes constatées, soit sur base des soldes individuels jugés douteux.

Placements de trésorerie et valeurs disponibles

Les actions sont évaluées au taux du 31.12.2000

Ces rubriques sont imputées à leur valeur nominale.

Comptes de régularisation

Les frais à transférer (prorata des frais qui sont à la charge des exercices suivants) et les produits acquis (prorata des produits relatifs à l'exercice écoulé) sont imputés sur les comptes de régularisation de l'actif.

Subsides en capital

Cette rubrique comprend les subsides en capital attribués. Ceux-ci sont repris dans le résultat selon le rythme d'amortissement des actifs auxquels ils se rapportent.

Le montant des impôts différés sur les subsides en capital est transféré vers le compte "Impôts différés".

Provisions pour risques et charges

Sur base d'une estimation réalisée par le Conseil d'administration à la date du bilan, des provisions sont instaurées pour couvrir les pertes éventuelles qui sont probables ou certaines mais dont la portée n'est pas encore déterminée précisément.

Dettes

Les dettes sont reprises dans le bilan sur base de leur valeur nominale.

A la date du bilan, les provisions sociales, fiscales et commerciales nécessaires sont constituées.

Comptes de régularisation (passif)

Les frais à imputer (prorata des frais relatifs à l'exercice social écoulé) et les produits à transférer (prorata des produits pour les exercices sociaux suivants) sont imputés sur les comptes de régularisation du passif.

Devises étrangères

Les créances et les dettes en devises étrangères sont portées en compte lors de leur création au cours en vigueur pendant la période.

Les créances et les dettes exprimées en devise étrangère sont converties à la fin de l'exercice au taux de clôture sauf si celles-ci sont garanties spécifiquement. Les écarts de conversion qui en découlent sont imputés au compte de résultats si le calcul par monnaie donne lieu à un écart négatif et ils sont repris sur les comptes de régularisation du passif si le calcul par monnaie donne lieu à un écart positif.

4. Bilan social

I. Etat des personnes occupées

	Temps plein 2000	Temps partiel 2000	Total (T) ou total (ETP) en équivalents temps plein 2000	Total (T) ou total (ETP) en équivalents temps plein 1999
A. Travailleurs inscrits au registre du personnel				
1. Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent				
Nombre moyen de travailleurs	720,6	74,3	771,3 (VTE)	1.071,0 (VTE)
Nombre effectif d'heures prestées	1.166.984	85.549	1.252.533 (T)	1.783.080 (T)
Frais de personnel (en milliers de francs)	974.894	62.227	1.037.121 (T)	1.854.872 (T)
2. A la date de clôture de l'exercice				
a. Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel	580	83	638,0	
b. Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	568	82	625,2	
Contrat à durée déterminée	12	1	12,7	
c. Par sexe				
Hommes	225	14	234,4	
Femmes	355	69	403,6	
d. Par catégorie professionnelle				
Employés	511	74	563,1	
Ouvriers	68	8	73,1	
Autres	1	1	1,7	

II. Tableau des mouvements du personnel au cours de l'exercice

	Temps plein	Temps partiel	Total en équivalents temps plein
A. Entrées			
a. Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice	201	18	213,1
b. Par type de contrat de travail			
Contrat à durée indéterminée	161	16	171,7
Contrat à durée déterminée	40	2	41,4
c. Par sexe et niveau d'études			
Hommes: Primaire	4		4,0
Secondaire	42		42,0
Supérieur non universitaire	36	3	38,2
Universitaire	13	2	14,3
Femmes: Primaire	3		3,0
Secondaire	39	4	41,8
Supérieur non universitaire	51	7	55,2
Universitaire	13	2	14,6
B. Sorties			
a. Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite au registre du personnel au cours de l'exercice	475	2	475,9
b. Par type de contrat de travail			
Contrat à durée indéterminée	412	1	412,2
Contrat à durée déterminée	63	1	63,7
c. Par sexe et niveau d'études			
Hommes: Primaire	4		4,0
Secondaire	101		101,0
Supérieur non universitaire	125		125,0
Universitaire	54		54,0
Femmes: Primaire	1		1,0
Secondaire	44	1	44,9
Supérieur non universitaire	104		104,0
Universitaire	42		42,0
d. Par motif de fin de contrat			
- Pension	1		1,0
- Prépension			
- Licenciement			
- Autre motif	474	2	474,9

III. Etat concernant l'usage, au cours de l'exercice, des mesures en faveur de l'emploi

	Nombres de travailleurs concernés		3. Avantage financier (1.000 BEF)
	1. Nombre temps plein	2. Equivalents temps plein	
1. Mesures comportant un avantage financier			
1.3. Bas salaires			
1.5. Plan d'embauche pour les chômeurs de longue durée	2	1,8	186
1.6. Maribel			
1.9. Interruption complète de carrière	4	4,0	87
1.10. Réduction des prestations de travail (interruption de carrière à temps partiel)	3	3,0	107
2. Autres mesures			
2.3. Stage des jeunes	31	30,7	
2.6. Contrats de travail successifs conclus pour une durée déterminée	55	55,0	
2.7. Prépension conventionnelle	34	34,0	
Nombre de travailleurs concernés par une ou plusieurs mesures en faveur de l'emploi: - Total pour l'exercice - Total pour l'exercice précédent	127	126,5	

IV. Renseignements sur les formations pour les travailleurs au cours de l'exercice

Total des initiatives en manière de formation des travailleurs à charge de l'employeur	Nombre de travailleurs concernés	Nombre d'heures de formation suivies	Coût pour l'entreprise (en milliers de francs)
Hommes	417	7.378	21.606
Femmes	412	5.530	11.805

5. Rapport du Commissaire sur l'exercice

Rapport du Commissaire sur l'exercice clôture le 31 décembre 2000 présenté à l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur l'exécution de la mission de révision qui nous a été confiée.

Nous avons procédé à la révision des comptes annuels établis sous la responsabilité du Conseil d'administration de la société, pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2000, dont le total du bilan s'élève à 12.584.941.846 BEF et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de 1.670.196.103 BEF. Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques complémentaires requises par le Code des Sociétés.

Attestation sans réserve des comptes annuels

Nos contrôles ont été réalisés en conformité avec les normes de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises. Ces normes professionnelles requièrent que notre révision soit organisée et exécutée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'inexactitudes significatives, compte tenu des dispositions légales et réglementaires applicables aux comptes annuels en Belgique.

Conformément à ces normes, nous avons tenu compte de l'organisation de la société en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Les responsables de la société ont répondu avec clarté à nos demandes d'explications et d'informations. Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes annuels. Nous avons évalué le bien-fondé des règles d'évaluation et des estimations comptables significatives faites par la société, ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, compte tenu des dispositions légales et réglementaires qui les régissent, les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2000 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société et les informations données dans l'annexe sont adéquates.

Attestations et informations complémentaires

Nous complétons notre rapport par les attestations et informations complémentaires suivantes, qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes annuels:

- Le rapport de gestion contient les informations requises par le Code des Sociétés et concorde avec les comptes annuels.
- Comme indiqué dans l'annexe des comptes annuels, les règles d'évaluation appliquées pour l'élaboration des états financiers ont été modifiées par rapport à l'exercice précédent.
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue et les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- Nous ne devons vous signaler aucune opération conclue ou décision prise en violation des statuts ou le Code des Sociétés. L'affectation des résultats proposée à l'Assemblée Générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.

Antwerpen, le 9 avril 2001

Le Commissaire,

*DELOITTE & TOUCHE
Reviseurs d'Entreprises SC s.f.d. SCRL
Représentée par Jos Vlamincx*